



## Interview de Christian de BOISSIEU

*Christian de BOISSIEU est Président délégué du Conseil d'Analyse économique auprès du premier ministre français et président du Conseil de Prospective Européenne et Internationale pour l'Agriculture et l'Alimentation (COPEIAA).*

### **Est-ce-que la hausse des prix va se poursuivre et profiter aux agriculteurs des pays du Sud?**

Il faut s'habituer à vivre dans un monde de ressources rares et chères. Mais comme le conflit sur l'usage énergétique ou alimentaire des surfaces agricoles va probablement s'atténuer un peu, certaines tensions sur les marchés pourraient à l'avenir être moins fortes. L'intérêt porté aux biocarburants n'est plus ce qu'il était il y a un an.

Les prix des produits agricoles vont dans les trois prochaines années rester à un niveau élevé, ce qui ne les empêchera pas d'évoluer de manière cyclique.

Dans les pays du Sud, la hausse des cours n'améliorera pas la situation des populations, loin de là. En Afrique, de nombreux pays importateurs souffrent du niveau élevé des prix des produits agricoles. Les grands producteurs de cacao et de café subissent aussi l'augmentation des cours des céréales et du lait car le prix des fèves ne profite pas de la mouvance inflationniste qui affecte les produits agricoles de première nécessité.

### **A quelles conditions les paysans du Sud peuvent augmenter leurs productions ?**

A court terme, la hausse des prix aura un effet très limité sur la production agricole des pays du Sud. A long terme, tout dépendra de l'élasticité de l'offre, c'est-à-dire de la manière dont la hausse des marchés se répercutera tout au long de la chaîne de valeur, du consommateur au producteur en passant par les intermédiaires.

Si les producteurs parviennent à profiter de la hausse des prix, il faut s'attendre à une augmentation de l'offre par un accroissement des surfaces cultivées et par une intensification des cultures. Mais, de toute façon, la réponse du côté de l'offre prendra du temps et elle dépendra aussi des politiques publiques menées.

### **Les producteurs ont besoin de prix stables et élevés. Les Etats sont confrontés aux besoins des consommateurs au pouvoir d'achat parfois très faible. Comment concilier ces intérêts apparemment divergents ?**

Il faut tout mettre en oeuvre pour que les marchés retrouvent une certaine stabilité. Même si les prix demeureront volatiles, les producteurs auront peut-être une meilleure lisibilité de l'avenir. Les conditions seront alors réunies pour accroître leurs productions sur leurs exploitations.

Pour les consommateurs, le principal débat porte sur leur pouvoir d'achat. Ils sont d'autant plus sensibles à ce phénomène que l'inflation des étiquettes porte essentiellement, depuis ces derniers mois, sur des achats à haute fréquence (alimentation, carburants). D'où l'importance, objective et subjective, du maintien du pouvoir d'achat et la nécessité d'articuler d'une part des réponses d'urgence, d'autre part des réformes à moyen-long terme (exemple, pour nous en Europe, de la réponse de la PAC).